



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

crem centre
de recherche
EA 3476 sur les médiations
communication, langue, art, culture

APPEL À COMMUNICATIONS

Colloque international

Les paroles militantes dans les controverses environnementales : constructions, légitimations, limites

Metz, 22, 23 et 24 novembre 2017

Depuis les années 1970, les controverses sont l'objet d'un intérêt croissant de la part des chercheur.e.s en sciences sociales, intérêt renouvelé par la sociologie pragmatique (Chateauraynaud, 2011) et les *Science and Technology Studies*. Beaucoup de travaux ont été consacrés à la redéfinition même de l'objet « controverse », au cadrage des débats, au rôle des sciences dans les controverses (Chavot, Masseran, 2010 ; 2013) et aux processus de légitimation des savoirs. La médiatisation des controverses constitue un autre axe d'analyse privilégié, comme en témoignent par exemple les colloques de l'Institut des sciences de la communication du CNRS, « Médiatisation des controverses : épistémologie et enjeux » (2009) ainsi que « Le journalisme scientifique dans les controverses » (2013).

La multiplication de controverses environnementales ces dernières années en fait un véritable phénomène de société. Les projets de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et du barrage de Sivens ou encore l'industrialisation des mines aurifères en Guyane déchaînent les passions dans le seul cas français. À l'échelle mondiale, l'exploitation du gaz de schiste à In Salah (Algérie) tout comme l'oléoduc géant sur le territoire des Sioux du Dakota du Nord autorisé par Donald Trump attestent du développement international de controverses environnementales. Chacune d'entre elles est accompagnée par une série d'acteurs qui élèvent leur voix en faveur ou en opposition aux projets. Ces discours s'apparentent à une controverse dès lors que le sujet du différend suscite une polarisation entre les interlocuteurs (les « pro » et « anti » par exemple), est régi par une structure argumentative (les uns essaient de convaincre les autres sur la base d'arguments), et est réitérable (le débat peut être temporairement suspendu et repris plus tard) (Rennes, 2016 : 26). L'expression de discours et de contre-discours (Doury *et al.*, 2015) font de la parole publique un enjeu majeur des controverses environnementales. Les échanges sont particulièrement antagonistes et revendicatifs comme le suggèrent *Survivre, La Gueule ouverte* et *Le Sauvage*, titres pionniers de la presse écologiste. Si les controverses environnementales et les mobilisations les accompagnant ne constituent pas un fait nouveau (Ollitrault, 2008 ; Vrignon, 2017), l'étude des paroles militantes constitue une piste de recherche qui demande à être davantage explorée.

Ce colloque vise à aborder les controverses en tant que double processus rhétorique (Sans, 2017) et de publicisation (Pailliar, 2005 ; Chavot, Masseran, 2017). Il s'agit d'observer finement les logiques qui mènent les militants à élaborer leurs énoncés (discours, récits, argumentaires), les régimes de justification déployés, les enjeux et les effets de ces énoncés dans des arènes publiques (Cefaï, 2016). De quelle manière les arguments sont-ils construits ?

Quelles valeurs sont défendues ? En quoi les paroles militantes sont-elles légitimées ou délégitimées dans l'espace public ? Ces paroles sont également une façon de dire et raconter l'engagement individuel et collectif à partir de formes d'expression singulières (documentaires, témoignages, blogs, etc.). Étudier les mises en récit des trajectoires militantes des opposants, retracer une archéologie des discours (Angenot, 1989), saisir les pratiques narratives à l'intersection des approches discursive, pragmatique, médiatique et anthropologique permettra de penser les controverses comme efforts des sociétés pour s'approprier une partie de ce qui leur échappe (Danblon, 2007). À ce titre, les études des mises en récit, par les individus, de leurs pratiques militantes et de leurs expériences participatives sont les bienvenues, en particulier lorsqu'elles concernent les processus d'élaboration et les caractéristiques linguistiques, rhétoriques et thématiques des discours « militants » ou le choix des formats de diffusion (verbal, iconique, audiovisuel, etc.).

Dans cette perspective, quatre axes d'étude sont à privilégier.

1) Constructions des identités militantes : identification, dénominations, parcours d'acteurs

Nommer un mouvement représente déjà un enjeu de pouvoir en ce sens qu'il permet de le qualifier ou de le disqualifier selon les termes choisis et les représentations qu'on lui associe. Les acteurs des controverses environnementales choisissent eux-mêmes des dénominations et en refusent d'autres. Pourquoi récusent-ils certaines appellations et en valident-ils d'autres ? Quels sont les enjeux sociaux, stratégiques ou communicationnels de ces dénominations ? Se définissent-ils comme « militants » ? « Opposants » ? Les contributions pourront faire la généalogie des appellations qui qualifient des groupes d'action et des représentations qu'elles sous-tendent. Elles pourront également concerner des mouvements d'ampleur qui regroupent des écologistes tel les Indignés (Espagne), Nuit Debout (France), *Occupy Wall Street* (États-Unis), etc. Ces éléments pourront être confrontés aux définitions des mouvements par les médias afin de montrer comment se construisent et évoluent les récits de militants. L'étude de catégories telles « zadistes », « écologistes », « djihadistes verts », etc. rendra compte des représentations médiatiques des mouvements. Ce travail de définition est également l'occasion d'une analyse réflexive pour les chercheur.e.s en sciences humaines et sociales, loin de toute posture surplombante : comment les militants sont-ils désignés dans les travaux de recherche ? Dans quelle mesure ces désignations influencent-elles les choix méthodologiques et épistémologiques voire les résultats des recherches ?

2) Légitimations des discours dans l'espace public : savoirs institutionnels et critiques en tension

Cet axe étudiera les discours militants et institutionnels en veillant à croiser les approches entre autonomie et institutionnalisation plutôt qu'en les opposant (Suraud, 2006). Le débat public est souvent marqué par l'expertise et les discours des opposants considérés comme relevant de « savoirs profanes » couramment confinés à un « savoir d'usage » disqualifié par les experts légitimés. On s'intéressera donc aux appropriations et interprétations des éléments de communication fournis par les industriels, les politiques, les institutions territoriales et à leur utilisation par les militants pour élaborer leur discours. Quelle place occupent les savoirs produits par les associations environnementales ou des scientifiques engagés ? Sont-ils ou non pris en compte par les porteurs de projets environnementaux controversés ? De quelle manière ces savoirs peuvent-ils faire émerger des « contre-pouvoirs agonistiques » pour que les acteurs se fassent entendre du pouvoir politique (Fung, Wright, 2005) ? On s'intéressera également à

l'apprentissage des militants, non seulement technique et scientifique mais aussi politique (Barthe, Borraz, 2011), car il s'agit souvent d'apprendre à s'exprimer, délibérer, s'organiser, structurer son discours, autant de compétences délibératives et rhétoriques nécessaires à toute prise de parole en régime de controverse.

Inversement, les propositions pourront étudier les usages qui sont faits des discours citoyens recueillis par les institutions au moyen de dispositifs de concertation (Mabi, 2013). Dans quelle mesure les restitutions de ces discours sont-elles jugées fidèles par ceux qui les ont prononcés ? Quels usages sont faits de ces paroles militantes par les institutions ?

3) La circulation des paroles militantes et leur médiatisation

Le troisième axe s'intéresse aux pratiques médiatiques des contre-publics (Fraser, 2001 ; Macé, 2006) et des stratégies de mise en visibilité des actions. Il s'agit d'étudier les rapports qu'ont les citoyens engagés aux médias, à la manière dont ils perçoivent les journalistes et les accueillent ou non, aux stratégies qu'ils mettent en place pour communiquer et se faire entendre. Quelles sont les opportunités politiques (Kitschelt, 1986) liées à leurs engagements, revendications et productions médiatiques ? Quelles sont les conditions pour qu'un dialogue avec les médias soit possible ? Le développement de « médias de la critique » (Cardon, Granjon, 2013) à travers les médias numériques et les réseaux sociaux, la presse militante, des éditions alternatives, etc. sera également analysé. Cette orientation de la communication citoyenne vers des pratiques alternatives aux médias traditionnels mérite d'être étudiée. De quelles ressources techniques les militants disposent-ils pour concevoir leurs propres médias ? À quel savoir-faire fait appel la fabrication de médias alternatifs ? On s'interrogera également sur le rapport qu'entretiennent les militants avec les technologies. Quels usages ont-ils du web et des réseaux sociaux (Boullier, 2016) ? Quels outils utilisent-ils pour protéger leurs données et leurs identités ?

4) Désobéissance et violence : les paroles militantes et leurs limites

La focalisation sur les paroles militantes interroge aussi les limites de la controverse en tant que situation de communication. Si les paroles peuvent être des échanges d'arguments, il peut aussi arriver qu'on fasse preuve de sympathie envers un camp plutôt qu'envers ses arguments. En jugeant un camp plus juste qu'un autre sur le plan moral (et non seulement sur le plan de son argumentation), la controverse devient polémique (Nicolas, 2017 ; Amossy, 2014). Faute de pouvoir être entendue dans un cadre argumentatif, la parole se durcit par des invectives, des interpellations publiques voire des formes de violence verbale (Fracchiola *et al.*, 2013) et peut donner lieu à des mouvements de désobéissance civile (Hayes, Ollitrault, 2012). Les contributions pourront rendre compte des formes de violence verbale dans les controverses environnementales. Il s'agira notamment de mesurer en quoi ces violences verbales peuvent se traduire en violence non verbale et ainsi de fournir des éléments pour penser le rapport à la (non-)violence.

Les contributions pourront également porter sur les manières de dire et de penser la violence dans les mouvements militants (Sommier, 2015). En quoi le recours à la violence fait-il débat ? Pourquoi des acteurs refusent-ils de prendre part à des actions qu'ils jugent violentes

alors que d'autres semblent s'y investir plus facilement ? Il paraît donc nécessaire de dresser un éventail critique des différentes formes de mobilisation à l'aune de ce que les acteurs jugent opportun ou non de réaliser, et en fonction de leurs valeurs (Heinich, 2017).

Références

Amossy R., 2014, *Apologie de la polémique*, Paris, Presses universitaires de France.

Angenot M., 1989, 1889. *Un état du discours social*, Longueuil, Éd. Le Préambule.

Barthe Y., Borraz O., 2011. « Les controverses sociotechniques au prisme du Parlement », *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, 75, pp. 63-71.

Boullier D., 2016, *Sociologie du numérique*, Paris, A. Colin.

Cardon D., Granjon F., 2013, *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.

Céfaï D., 2016, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30, pp. 25-64.

Chateauraynaud F., 2011, *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, Pétra.

Chavot P., Masseran A., 2010, « Engagement et citoyenneté scientifique : quels enjeux avec quels dispositifs ? », *Questions de communication*, 17, pp. 81-106.

— dirs, 2013, *Les Cultures des sciences en Europe*, Nancy, PUN-Éditions universitaires de Lorraine.

— 2017, « Controverse publique (sociologie des sciences) », in : *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : <http://publictionnaire.humanum.fr/notice/controverse-publique-sociologie-des-sciences/>.

Danblon E., 2007, « Crises rhétoriques, crises démocratiques », *Questions de communication*, 12, pp. 7-18.

Doury M., Quet M., Tseronis A., 2015, « Le façonnage de la critique par les dispositifs. Le cas du débat sur les nanotechnologies », *Semen. Revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 39. Accès : <https://semen.revues.org/10472>.

Fracchiolla B., Moïse C., Romain C., Auger N., dirs, 2013, *Violences verbales analyses, enjeux et perspectives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Fraser N., 2001, « L'opinion publique : perspectives anglo-saxonnes. Extrait de *Habermas and the Public Sphere*, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, p. 109-142 », trad. de l'américain par M. Valenta, *Hermès*, 31 (3), pp. 125-156.

Fung A., Wright O., 2005. « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative et délibérative », in : Bacqué M.-H., Rey H., Sintomer Y., dirs, *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*. Paris, Éd. La Découverte.

Hayes G., Ollitrault S., 2012, *La Désobéissance civile*, Paris, Presses de Sciences Po.

Heinich N., (à paraître en 2017), « Dix propositions sur les valeurs », *Questions de communication*, 31.

Kitschelt H., 1986, « Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies », *British Journal of Political Science*, 16 (1), pp. 57-85.

Mabi C., 2013, « Inclusion des publics et matérialité des dispositifs participatifs », *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 7, pp. 201-213.

Macé É., 2006, « Mouvements et contre-mouvements culturels dans la sphère publique et les médiacultures », in : Maigret É., Macé É., dirs, *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*, Paris, A. Colin.

Nicolas L., 2016, « Polémique », in : *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Accès : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/polemique/>.

Ollitrault S., 2008, *Militer pour la planète : sociologie des écologistes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Pailliar I., 2005, *La Publicisation de la science*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Rennes J., 2016, « Les controverses politiques et leurs frontières », *Études de communication*, 47, pp. 21-48.

Sans B., 2017, « Controverse (rhétorique) », in : *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Disponible à l'adresse : <http://publictionnaire.huma-num.fr/notice/controverse-rhetorique/>.

Sommier I., 2015, *La Violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Surau, M.-G., 2006, « L'espace public : Entre autonomie et institutionnalisation. Le cas d'un débat sur les risques industriels », *Communication*, 24 (2), pp. 9-28.

Vrignon A., 2017, *La Naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Modalités de soumission

Les contributions présentant des modèles théoriques pour appréhender les paroles militantes dans les controverses environnementales sont les bienvenues, et ce sans restriction disciplinaire (sociologie, science politique, sciences du langage, sciences de l'information et de la communication, etc.). Il est attendu des contributions plus empiriques qu'elles donnent

la parole aux acteurs de la « société civile » engagés dans des controverses, quelles que soient les approches privilégiées (ethnographique, sociodémographique, linguistique, rhétorique, etc.).

Les propositions pourront être rédigées en anglais ou en français et n'excéderont pas 8 000 signes (espaces compris). Elles seront évaluées en double aveugle.

Merci de bien vouloir adresser vos propositions par courriel à : vincent.carlino@univ-lorraine.fr et marieke.stein@univ-lorraine.fr avec pour objet « Colloque Paroles militantes + Votre nom » avant le **26 juin 2017**.

Les textes définitifs seront expertisés en double aveugle en vue d'une publication d'actes dans une collection de sciences humaines et sociales.

Frais d'inscription

La participation au colloque implique le paiement des frais d'inscription, à savoir :

- 50 € pour les chercheurs titulaires
- 30 € pour les doctorants

Les frais d'inscription couvrent la participation aux trois jours du colloque, le déjeuner, ainsi que le dîner de gala. Les frais de déplacement et d'hébergement sont laissés à la charge des participants.

L'inscription au colloque s'effectuera *via* le formulaire suivant : (page web en construction)

Calendrier

Diffusion de l'appel à communications : 5 mai 2017

Limite d'envoi des propositions : 26 juin 2017

Notification aux auteur.e.s : 28 juillet 2017

Colloque : 22, 23, 24 novembre 2017

Publication des actes : fin 2018

Responsables scientifiques et contacts

Vincent Carlino, Crem, Université de Lorraine (vincent.carlino@univ-lorraine.fr)

Marieke Stein, Crem, Université de Lorraine (marieke.stein@univ-lorraine.fr)

Comité d'organisation

Loïc Ballarini, Crem, Université de Lorraine

Cyrille Bodin, Lisec, Université de Strasbourg

Vincent Carlino, Crem, Université de Lorraine

Céline Ségur, Crem, Université de Lorraine

Marieke Stein, Crem, Université de Lorraine

Comité scientifique

Brindusa Amalancei (Faculté des Lettres, Université de Bacau, Roumanie)

Ruth Amossy (Adarr, Université de Tel-Aviv, Israël)

Igor Babou (Cerilac, Université Paris-Diderot, France)

Rémi Barbier (ENGEES, Université de Strasbourg, France)

Camelia Beciu (FJSC, Université de Bucarest, Roumanie)

Christophe Bonneuil (CNRS/Centre A. Koyré, Paris, France)

Laura Centemeri (EHESS/CNRS, Paris, France)

Francis Chateauraynaud (EHESS, Paris, France)

Philippe Chavot (Lisec, Université de Strasbourg, France)

Lilie Chouliaraki (London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni), sous réserve

Guillaume Courty (Ceraps, Université Lille 2, France)

Marianne Doury (Irisso, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle, France)

Peter Dahlgren (Department of Communication and Media, Université de Lund, Suède)

Olivier Ejderyan (Usys TdLab, École Polytechnique Fédérale de Zurich, Suisse)

Ulricke Felt (Faculty of Social Science, Université de Vienne, Autriche)

Nicole Huybens (Larenas, Université du Québec à Chicoutimi, Canada)

Reiner Keller (Université Koblenz-Landau, Allemagne)

Roselyne Koren (Adarr, Université de Tel-Aviv, Israël)

Clément Mabi (Costech, Université de Technologie de Compiègne, France)

Anne Masseran (Crem, Université de Lorraine, France)

Laurence Monnoyer-Smith (Commissariat général au développement durable, Paris, France)

Anne Piponnier (Crem, Université de Lorraine, France)

Daniel Raichvarg (Cimeos, Université de Bourgogne, France)

Juliette Rennes (EHESS/CNRS, Paris, France)

Marie-Gabrielle Suraud (Certop, Université Toulouse 3, France)

Paul Upham (Sustainability Research Institute, Université de Leeds, Royaume-Uni)

Jacques Walter (Crem, Université de Lorraine, France)